

d'étonnant qu'il ait eu peur lundi dernier de la motion de défiance.

Tout comme le gouvernement a, à maintes reprises, mal interprété les signes concernant l'énergie, monsieur l'Orateur, je suis convaincu qu'il a aussi mal interprété l'humeur des néo-démocrates. Je ne crois pas que les néo-démocrates auraient voté contre le gouvernement, même si cette monstruosité de bill à l'étude n'avait pas été déposée. Les néo-démocrates ne voient pas avec plus de plaisir que les libéraux une confrontation avec l'électorat, et je serais fort étonné s'ils mettaient à exécution leurs menaces creuses. Il est facile de faire des menaces quand on sait qu'il ne sera jamais nécessaire de les mettre à exécution. Le péril néo-démocrate est un mythe, monsieur l'Orateur, une fable tout comme l'histoire du petit garçon qui criait au loup. Le gouvernement est non seulement effrayé et dérouté, mais il est aussi très naïf de croire au mythe du péril néo-démocrate. Nous en aurons la preuve irréfutable lors des prochaines élections générales.

Entre temps, nous devons attendre que le gouvernement nous dise à quel point la situation de l'énergie est critique et les mesures qu'il a l'intention de prendre pour rétablir un semblant d'ordre. Ce bill n'est pas la solution. Nous savons tous que c'est une concession aux néo-démocrates, une folie socialiste qui ne parviendra pas plus à désamorcer la crise de l'énergie que ce que le gouvernement a déjà fait. Si ce sont les meilleures recommandations que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources peut faire à ses collègues et à la Chambre, il devrait alors se retirer et laisser son successeur s'attaquer au problème. Personne ne pourrait faire pire, je crois, et il y a peut-être une mince possibilité qu'un autre puisse faire mieux. Je dois dire que l'une des raisons de la crise actuelle de l'énergie tient à ce que le gouvernement ne semble pas pouvoir décider d'un ordre de priorités. Cela résulte en partie de l'excès de pouvoir de certains ministères au détriment des autres.

En déclarant hier que le bilinguisme était plus important que l'acheminement du pétrole albertain au Québec, le premier ministre (M. Trudeau) montre clairement que son ordre de priorités est tout chambardé. Il est obsédé par le bilinguisme et cette obsession l'empêche de voir un grand nombre des problèmes importants auxquels il devrait s'attaquer. Si tous les Canadiens devenaient bilingues d'un seul coup, ce qui est impossible, qu'est-ce que cela changerait, monsieur l'Orateur? Sûrement le premier ministre trouverait-il autre chose pour le préoccuper et l'empêcher de voir les véritables problèmes que nous traînons d'une crise à l'autre. Marie Antoinette conseillait aux Français qui manquaient de pain, de manger de la brioche. Le premier ministre conseille aux Canadiens qui manquent de fuel domestique de devenir bilingues. Quelle moquerie, monsieur l'Orateur, quelle sottise!

On a déjà dépensé des millions de dollars à des programmes sur le bilinguisme, et on se propose d'en dépenser encore des millions d'autres. Et pourtant, on nous dit qu'il est impossible de prolonger l'oléoduc trans-canadien de l'Ouest jusqu'à Montréal et dans l'Est du pays, parce que nous n'en avons pas les moyens. Je refuse d'accepter cette excuse sans fondement et j'espère que mes collègues de mon parti n'accepteront pas la déclaration entêtée du premier ministre.

La question de l'énergie est depuis longtemps un sujet de première importance au Canada et pourtant nous en sommes encore à nous demander aujourd'hui s'il faut permettre au gouvernement de donner suite à une mesure née d'une frayeur irraisonnée. C'est une solution inspirée

Approvisionnement en énergie—Loi

par la panique, malgré des avertissements qui remontent à des années. Nos ressources sont à peu près illimitées pour ce qui est de nos besoins, et nous possédons la technique nécessaire pour minimiser les effets de la crise imminente de l'énergie dans le monde.

Le gouvernement prétend qu'il ne pouvait prévoir que les pays arabes producteurs de pétrole limiteraient un jour leurs envois de pétrole brut aux raffineries du Québec et des provinces maritimes. C'est absurde. Ce risque existait dès 1967 et pourtant 6 ans plus tard, rien n'indique que le gouvernement ait même envisagé pareille éventualité. Aucune disposition n'a été prise pour s'assurer que les provinces de l'Est puissent s'approvisionner en pétrole brut canadien en cas de réduction ou d'interruption des importations de fuel du Venezuela et des pays arabes.

● (1610)

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) a affirmé dernièrement, dans une de ses nombreuses déclarations contradictoires sur la crise de l'énergie, que la pénurie de fuel à Montréal cet hiver pourrait être de l'ordre de 30 p. 100 et que dans les provinces de l'Est, cela pourrait aller jusqu'à 25 p. 100. C'est beaucoup plus critique que ce que le gouvernement avait laissé entendre ces derniers temps et pourtant le premier ministre a déclaré que personne n'éprouverait de difficultés sérieuses. Comment pouvait-il faire une telle affirmation lorsque des gens souffrent déjà de la pénurie et par conséquent, de l'augmentation du prix du combustible? Des dizaines de milliers de vieillards et d'autres citoyens à revenu fixe se ressentent déjà de cette augmentation. Dans certains cas, ces gens doivent établir leur budget avec soin même pour se payer le luxe d'acheter de la viande et des friandises, et ce, à l'occasion seulement. Actuellement, nombre de ces citoyens ne pourront même pas se permettre une nourriture suffisante s'ils doivent payer davantage pour du fuel.

Nous pourrions continuer pendant des heures à discuter des effets secondaires de la crise du pétrole, monsieur l'Orateur, mais le gouvernement demeurerait insensible. Il peut regarder sans vergogne les souffrances humaines dont son impéritie et sa maladresse ont été la cause. Ainsi, le chômage chez nous est déjà un problème; cependant, nous pourrions bien nous trouver aux prises avec un chômage encore beaucoup plus grave par suite de la crise de l'énergie.

Notre industrie des plastiques est acculée au mur en raison de la pénurie de résines. Cette pénurie de résines, dont la majeure partie est importée, a donné lieu à une hausse vertigineuse des prix. Si les approvisionnements sont encore réduits, notre industrie des plastiques pourrait bien se trouver dans une situation périlleuse. Par ailleurs, toutes les industries qui comptent sur le plastique pour leurs morceaux seront également en péril. Le gouvernement est le grand responsable de cette situation car il n'a pas su encourager l'industrie de raffinage et l'industrie pétrochimique à se développer. Presque tous les sous-produits de l'industrie de raffinage et de l'industrie pétrochimique doivent être importés parce que nous ne raffinons pas suffisamment de notre pétrole brut.

Ce sont là certains aspects de la crise énergétique que la Chambre doit étudier à fond, monsieur l'Orateur, et plus tôt cela se fera mieux ce sera. Si nous pouvions convaincre le gouvernement que le temps des solutions spéciales et provisoires est révolu, il serait peut-être alors possible de discuter sérieusement de ces pressants problèmes et d'en arriver même à quelques solutions. Entre-temps, nous